

TUNISIE

La répression gouvernementale « tournée en dérision » le Sommet mondial sur la société de l'information

Index AI : MDE 30/023/2005

ÉFAI

Mercredi 16 novembre 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Selon Amnesty International, la répression persistante imposée par le gouvernement tunisien aux défenseurs des droits humains, ainsi que son intolérance vis-à-vis des critiques intérieures, risquent de tourner en dérision un important sommet international organisé cette semaine à Tunis, avec le parrainage des Nations unies.

Tandis que des délégués de nombreux pays se rendent à Tunis pour participer au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), le gouvernement du président Zine El Abidine Ben Ali ne montre aucun signe de détente et ne permet toujours pas aux Tunisiens de parler ouvertement de leurs espoirs et leurs aspirations au changement social et politique. Au contraire, le gouvernement continue à utiliser tant les restrictions juridiques que la force illicite pour étouffer la dissidence, et intimider et punir ses critiques et opposants, notamment un groupe courageux de défenseurs des droits humains.

La décision de tenir le SMSI en Tunisie était très controversée lorsqu'elle a été prise il y a plusieurs années, en raison du bilan médiocre du gouvernement en matière de droits humains. Quand cette décision a été confirmée, cependant, Amnesty International a exprimé l'espoir, comme d'autres, que le gouvernement tunisien réagirait de manière positive en s'attachant davantage à respecter ses obligations en matière de protection des droits humains. Ce n'a pas été le cas. Au lieu de cela, comme Amnesty International l'expose dans un nouveau rapport publié ce 14 novembre *Atteintes aux droits humains à la veille du Sommet mondial sur la société de l'information* (index AI : MDE 30/019/2005), le gouvernement tunisien a accentué sa pression ces derniers mois sur ses critiques, par l'arrestation, la détention, la censure, des campagnes de « diffamation » dans les médias étatiques, voire par des agressions physiques dans la rue.

Ce vendredi 11 novembre, à quelques jours seulement du SMSI – qui doit se tenir

du 16 au 18 novembre – a eu lieu une agression rappelant celles déjà menées par des membres en civil des services de sécurité tunisiens : un journaliste français a été attaqué dans une rue devant son hôtel tunisien ; ce même jour paraissait dans le quotidien français *Libération* un rapport critiquant la politique du gouvernement tunisien en matière de droits humains. Puis, le 14 novembre, l'avocate et défenseur des droits humains tunisienne Radhia Nasraoui et deux journalistes étrangers qui l'accompagnaient ont été physiquement menacés et molestés par des membres des services de sécurité en civil. Cet incident accroît les craintes pour la sûreté des défenseurs tunisiens des droits humains et de ceux qui expriment leur solidarité avec eux.

Étant données ces évolutions, Amnesty International a demandé à Koffi Annan, Secrétaire général des Nations unies, qui participera à l'ouverture du sommet, d'exercer toute l'influence possible sur le gouvernement tunisien pour assurer la sécurité des défenseurs des droits humains et des délégués internationaux participant au SMSI. Amnesty International demande aussi directement au président tunisien de marquer l'ouverture du sommet en ordonnant la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers d'opinion, et en prenant d'autres mesures pour que toute personne en Tunisie puisse librement créer, recevoir, utiliser et partager l'information et la connaissance, comme l'exige la déclaration de principes adoptée lors d'une précédente session du SMSI. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>